

## Journées Scientifiques Sida au Sénégal (JSSS4) : la confirmation d'un pari



COMITÉ DE PILOTAGE DU  
CNLS : LA GOUVERNANCE  
REDYNAMISÉE

CCM/SENEGAL :  
LA NOUVELLE EQUIPE  
VISITE LE CNLS

TROIS QUESTIONS À :  
PROFESSEUR HALIMATOU  
DIOP NDIAYE





# Sommaire

## VIE DU PROGRAMME

- **COPII/CNLS :**  
La gouvernance de la riposte redynamisée
- **Journées scientifiques sida au Sénégal(JSSS4) :**  
un rendez-vous confirmé de concertation et de partage entre scientifiques
- **Semaine Femmes Sida :**  
En finir avec les nouvelles infections chez les adolescents et les filles : le pari du secteur de la famille
- **Triple élimination de la transmission du VIH, de la syphilis et de l'hépatite :**  
le grand défi du programme VIH.



## DOSSIER

- **Tout(s) droit(s) vers 2030 :**
  - Les Droits Humains à l'épreuve de la stigmatisation et de la discrimination

## TROIS QUESTIONS A

- A la découverte du LBV, le Laboratoire de Bactério-Virologie
- Professeur Halimatou Diop Ndiaye. Responsable du laboratoire national de référence..

## ECHOS DES ACTEURS

- **Prise en charge des personnes âgées vivant avec le VIH :** de la clinique à la communauté
- **FOR HOPE :** L'Association offre un espace psychosocial aux jeunes et adolescents vivant avec le VIH.
- **CCM :** Une nouvelle équipe pour une nouvelle mission



Directeur de publication :

**Dr Safiatou THIAM**

Rédacteur en chef :

**Macoumba MBODJI**

Photos :

**Dominique COLY**

Ont collaboré à ce numéro :

**Awa DIOP, Fatoumata KANE,**

**Ndeye Daba FAYE, UCOM/CNLS**

# Edito.



## **Dr Safiatou THIAM**

*Secrétaire Exécutive  
du CNLS*

***L'année 2024 a été marquée par une redynamisation de la gouvernance de la riposte contre le Sida avec l'engagement et l'intérêt affiché des nouvelles autorités pour la lutte contre le VIH.***

C'est dans ce contexte qu'il faut situer les réunions du comité de pilotage du CNLS tenue autour du Ministre Secrétaire General du Gouvernement qui ont permis de dégager des orientations sur la gouvernance entre autres mais aussi la préparation de la Réunion du CNLS qui sera présidée par le Premier Ministre, Président du CNLS.

Le gouvernement qui a, du reste, été fort bien représenté à la quatrième édition des Journées Scientifiques Sida au Senegal. Une délégation conduite par le Ministre de la Santé et de l'Action sociale a honoré de sa présence l'ouverture de l'événement, mais aussi l'animation de certaines sessions.

Les JSSS4 qui ont permis de donner la parole aux acteurs de terrain, permettant de partager leurs expériences, d'aborder les innovations de matière de prise en charge d'où le thème : « Vers l'élimination du sida :Intégration ,innovation, impact » Dans la même dynamique, le Ministère de la famille a tenu à respecter le rendez-vous annuel de la Semaine Femme Sida, dans la perspective de réduire les nouvelles infections chez les adolescents et les filles.

Un thème d'autant plus actuel que les jeunes filles sont deux fois plus infectées que les garçons dans la catégorie 15-24 ans.

La « Semaine Femme Sida » offre l'occasion à chaque édition de remobiliser les acteurs. Par ailleurs, elle offre une occasion d'intensifier la lutte et de rendre hommage aux femmes, filles enfants et adolescents infectés ou affectés par le VIH.

Et comme pour faire écho, un plan national d'élimination de la transmission mère-enfant du VIH, de la syphilis et de l'hépatite B, est en cours de validation avec Ministère de la Santé et de l'Action Sociale et le SE/CNLS

Cette initiative, cordonnée par le CNLS et le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale , entend optimiser la prise en charge des enfants vivant avec le VIH .Il s'agit d'un pas décisif dans le but de garantir des soins de prévention et de traitement accessibles et équitables aux femmes enceintes et aux enfants exposés ou vivant avec ces infections. Un défi de plus que le CNLS compte relever.

La riposte au Sida qui, en dépit des efforts et de la volonté des différents acteurs, continue de se heurter à des obstacles dont deux qui sont de taille : la discrimination et la stigmatisation, mais aussi la réduction des financements avec le retrait du gouvernement américain. Des aspects qui sont d'autant plus préjudiciables qu'ils concernent très souvent les populations vulnérables dont les droits doivent être préservés. Un large dossier permet de passer en revue les défis en matière de Droits Humains relevé aussi bien chez les Forces de Police que les prestataires de santé. Informer, sensibiliser, former. Des modules de formation continue sont conçus pour renforcer les capacités des concernés.

Place aussi dans ce magazine aux acteurs de l'ombre, les acteurs des laboratoires. Leur rôle est pourtant crucial. Une occasion de découvrir le Laboratoire de Bacterio-Virologie(LBV).

A sa tête, Professeur Colonel Halimatou Diop, Chercheuse et enseignante à l'UCAD, elle décline dans ce numéro les grands chantiers envisagés par le LBV depuis la fermeture de l'Hôpital Le Dantec.

Dans cette même perspective de recherche, le CRCF a bouclé une étude tendant à

intégrer la prise en charge des comorbidités et du vieillissement entre la Clinique et la communauté. « VIHeillir avec le VIH », dont les conclusions préconisent ainsi au niveau de politiques nationales, d'intégrer les besoins spécifiques des personnes âgées dans les stratégies de prise en charge du VIH. Pendant trois ans, le Projet s'est déroulé sur trois sites d'intervention : Le Centre de Recherches et de Formation à la prise en Charge de Fann(CRCF) ; le Centre de Traitement Ambulatoire et l'Hôpital Militaire de Ouakam(HMO)

Le CRCF s'est par ailleurs illustré par sa collaboration avec l'association « For Hope » à travers l'édification d'un centre Psycho social destiné aux jeunes souffrant de maladies chroniques. Ce centre va permettre de renforcer les capacités de tous ces jeunes qui se sentent souvent « mis à l'écart dans les maisons ou les écoles ou par leurs camarades de jeu. », comme souligné par l'un de ses initiateurs.

Avec la diversité des actions, l'innovation continue, le CNLS et ses partenaires appuyés par les autorités, sont plus que jamais déterminés à atteindre les objectifs d'élimination du Sida à l'horizon 2030.

Une riposte par tous et pour tous.



# COMITÉ DE PILOTAGE DU CNLS :

## LA GOUVERNANCE REDYNAMISÉE

**Le Comité de pilotage du Conseil National de Lutte contre le Sida a repris ses rencontres périodiques.**

Deux réunions ont permis aux nouvelles autorités ‘représentées par le Ministre SG du gouvernement (Mohamed Al Aramine LO) de se mettre au diapason de la riposte contre le VIH au Sénégal et surtout des enjeux de l’heure.

Ayant pris connaissance des résultats aussi bien techniques que financiers de l’année 2023, les participants ont abordé bien des questions au cours de ces deux rencontres.

Des discussions entre les différents acteurs et l’autorité ont ainsi permis, de ce fait, de dégager des pistes de solutions en ce qui concerne les budgets des différents ministères alloués à la riposte, à la mise à jour de certains aspects du décret portant création du CNLS, à une résolution ponctuelle de la question de la rémunération des médiateurs, à l’enrôlement des enfants vivant avec le VIH dans programme d’égalité des chances et à la CMU, en plus de la redynamisation envisagée de la riposte à l’échelon territorial.





**Les deux rencontres du COPIL ont aussi permis d'évoquer la tenue prochaine de la grande réunion du CNLS qui sera présidée par le Premier Ministre.**



## LA 8<sup>E</sup> RÉUNION DU CNLS EN LIGNE DE MIRE

La grande réunion du CNLS est annuelle. Elle est présidée par le Premier Ministre qui en est le président. Cette réunion est un espace d'échanges entre le gouvernement et les partenaires.



La 8<sup>e</sup> réunion, du CNLS fera ainsi le point sur l'état d'avancement de l'exécution des recommandations de la 7<sup>e</sup> réunion et ensuite de présenter aux autorités la situation et le bilan de la riposte contre le VIH au Sénégal.

L'occasion est aussi donnée de prendre des décisions pour améliorer la riposte VIH/Sida au Sénégal et soutenir la durabilité de celle-ci.

La dernière réunion du Cnls, en 2014 avait plaidé en faveur d'une riposte pérenne basée sur une logique de gestion axée sur la stratégie intégrée de la riposte contre le VIH, la tuberculose, les hépatites et les IST.



## 4<sup>èmes</sup> Journées Scientifiques Sida du Sénégal

### Trois jours de concertation et de Partage au service de la riposte contre le VIH

Du 26 au 28 novembre 2024, le Conseil National de Lutte contre le Sida (CNLS) et ses partenaires ont organisé la 4<sup>ème</sup> édition des Journées Scientifiques Sida du Sénégal (JSSS4).

Ces journées représentent une occasion unique de donner la parole aux acteurs de terrain, permettant ainsi de partager leurs expériences, d'aborder les innovations en matière de prise en charge, et de discuter des actions nécessaires pour combler les lacunes qui freinent l'atteinte des objectifs d'élimination du sida. Cette édition revêt une importance particulière, alors que le Sénégal entame la mise en œuvre de son Plan Stratégique National de Lutte contre le Sida (PSNI) 2023-2030.

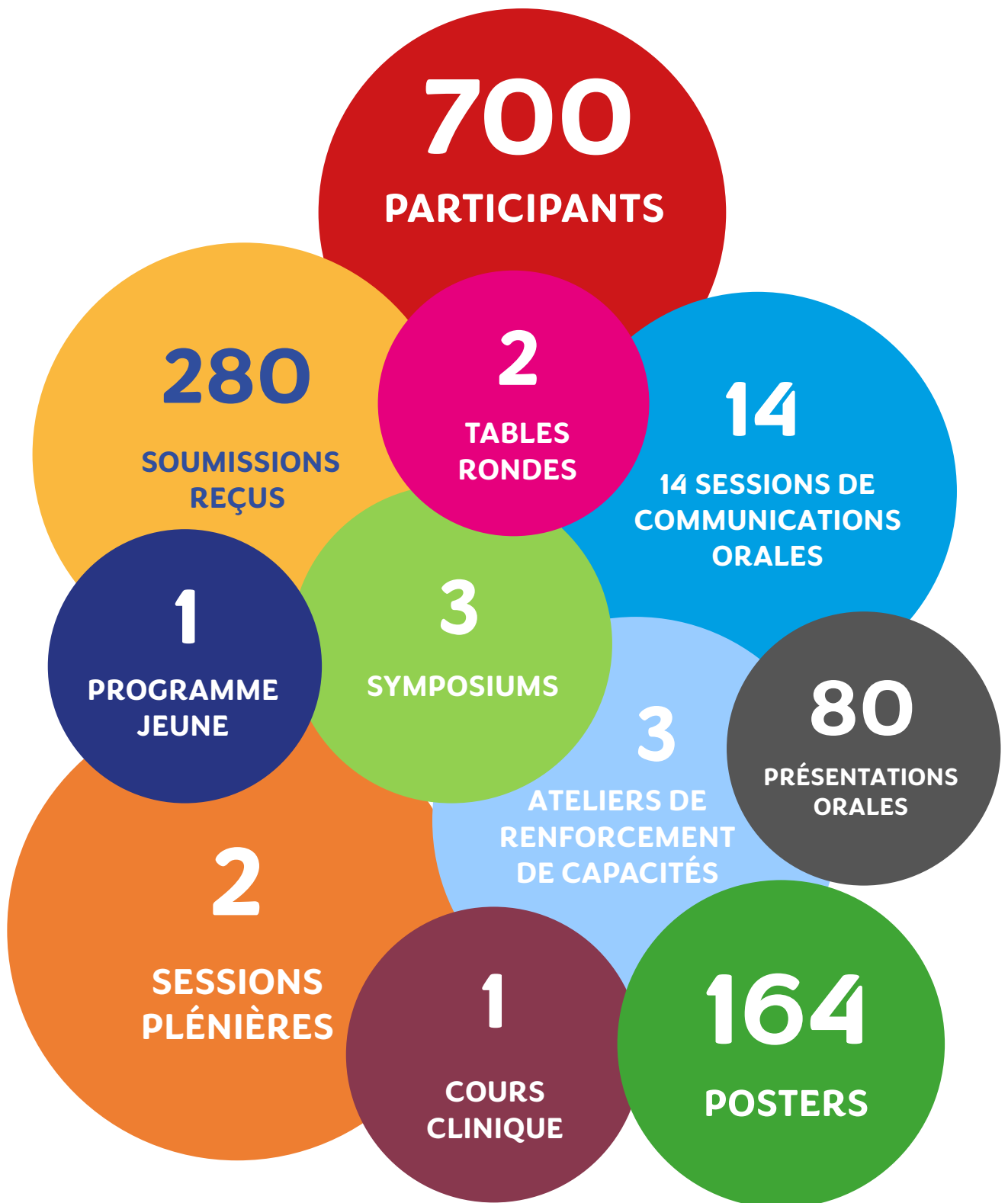
La 4<sup>ème</sup> édition des JSSS a rassemblé une fois de plus un large éventail de partenaires, d'universitaires, d'organisations internationales, d'ONG, de pairs-éducateurs, de médiateurs, de représentants d'entreprises pharmaceutiques et d'acteurs de la société civile, au Centre International de Conférence Abdou DIOUF de Diamniadio (CICAD). Plus de 600 participants, venus de toutes les régions du Sénégal ainsi que de pays et organisations partenaires, ont pris part à cet important cadre de concertation et de partage d'expériences.

Sous le thème « *Vers l'élimination du sida : Intégration, Innovation, Impact* », les JSSS4 ont proposé une riche programmation incluant :

- Des plénières
- Des sessions abstraites simultanées
- Une session poster
- Des symposiums
- Des tables rondes
- Des ateliers de renforcement des capacités
- Des cours cliniques
- Des panels
- Des MasterClass
- Une exposition

Ce dossier des JSSS4 revient sur ces trois jours de conférences et d'échanges, qui ont permis de faire un point sur les avancées et les défis à relever pour accélérer la lutte contre le sida au Sénégal et dans la région.

## Les JSSS en chiffres



## LES PARRAINS DE LA 4<sup>ème</sup> EDITION

*Cette année, le choix des parrains a été confié aux différents partenaires. Il n'est donc pas surprenant que le Pr Cheikh Tidiane NDOUR et M. Daouda DIOUF aient été désignés pour ce rôle prestigieux.*

### PR CHEIKH TIDIANE NDOUR



*Professeur titulaire de maladies infectieuses, avec des formations sur l'épidémiologie appliquées aux statistiques, sur la surveillance et l'investigation des épidémies, sur la médecine tropicale de l'Université libre de Bruxelles, de l'institut Pasteur de Paris et de l'institut de médecine tropicale de l'université de Nagasaki.*

*Chef de la Division de Lutte contre le sida et les IST, de 2016 à 2024, il a toujours eu comme principal objectif programmatique l'atteinte des 95-95-95 et l'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant.*

### MONSIEUR DAOUA DIOUF

*Économiste social et spécialiste des programmes de santé et développement, M. Daouda DIOUF s'est toujours engagé à aider au développement d'un système de santé durable pour les populations vulnérables, en particulier en Afrique de l'Ouest et Centrale où il était le directeur exécutif d'ENDA Santé - une ONG basée à Dakar, au Sénégal et de l'Institut de la Société Civile pour le VIH et la Santé.*

*Actuellement responsable de l'Action Climatique et de la Résilience Sanitaire chez Foundation S, Daouda s'implique dans le soutien aux populations vulnérables pour s'adapter et renforcer leur résilience contre les impacts sanitaires du changement climatique. En outre, il possède 25 ans d'expérience dans l'assistance technique aux pays sur la formulation de politiques de santé et la mise en œuvre de programmes sur la santé et le développement durable.*



# LE PROGRAMME SCIENTIFIQUE

## La pré conférence

### • Symposiums

Quatre partenaires ont organisé des symposiums aux thématiques variées, mais tout aussi captivantes. Il s'agit de

- o **EPIC/USAID** : Prise en charge pédiatrique du VIH
- o **CNLS** : Echanges nord sud sur la covid 19 et comorbidités
- o **CRCF** : Politiques des drogues au Sénégal : Quels ajustements face aux nouveaux défis ?
- o **Speak Up Africa** : Genre & VIH



### • Tables Rondes

Deux partenaires ont organisé des tables rondes sur des thématiques diversifiées, mais tout aussi passionnantes. Il s'agit de :

- o **EPIC/USAID** : Mise en œuvre du projet pilote T2T dans un contexte de baisse de la perception du risque lié à la COVID 19
- o **ANRS** : Intégration, Innovation, Impact - Vieillir avec le VIH au Sénégal



### • Ateliers

Trois partenaires ont organisé des ateliers de renforcement des capacités portant sur des thématiques variées et tout aussi enrichissantes. Il s'agit de :

- o **SD BIOSENSOR** : Etude de cas cliniques en laboratoires
- o **Réseau EVA** : Les adolescents et le VIH
- o **AJSPD** : Gestion de l'information sensible par des journalistes spécialisés en santé et développement



## • Cours clinique

Grande innovation de cette 4<sup>ème</sup> édition, le cours clinique organisé par le CNLS et le CTA s'est articulé autour du thème « **VIH, IST et Hépatites** ».

Les thématiques abordées incluaient : « **Comorbidités et VIH** », « **Santé mentale et VIH** » et « **Résistance à l'ère du Dolutégravir** », offrant ainsi un cadre d'apprentissage enrichissant pour les professionnels de santé présents.

## Les Plénières

Deux plénières ont été organisées lors des JSSS4.

La première, intitulée « **Élimination du VIH face aux défis de l'intégration : avancées, innovations et impacts** », a vu des interventions de haut niveau, parmi lesquelles :

- o **Dr Ndella DIAKHATE (OMS)** : Quelles orientations stratégiques pour l'intégration du VIH, de la tuberculose (TB), des infections sexuellement transmissibles (IST) et des hépatites ?
- o **Pr Louise FORTES (Dalal Jamm)** : Nouveaux défis dans la prise en charge : vieillissement, santé mentale et comorbidités.
- o **Mme Nguissali TURPIN (ENDA)** : Approches communautaires innovantes dans la riposte au sida et à la tuberculose : professionnalisation, localisation et partenariats.
- o **Pr Babacar FAYE (HMO)** : Diagnostic et suivi du VIH, de la TB, des hépatites et de la Covid-19 : le rôle du laboratoire dans l'intégration des soins (DBS, carte de séparation de plasma, etc.)



*La seconde session, intitulée « Quelles innovations dans la prévention et le traitement de l'infection à VIH, des hépatites virales et des IST ? », a également été marquée par des interventions de haut niveau. Parmi les principaux experts intervenus, on peut citer :*

- **Pr Moussa SEYDI (SMIT/CHU FANN) :**  
Best of CROI 2024
- **Dr Awa KANE (HEAR) :**  
Nouveautés dans la prise en charge des enfants et adolescents : Enjeux et défis
- **Pr Marie Louise BASSENE (UCAD) :**  
Nouvelles recommandations de l'OMS pour le traitement de l'hépatite B
- **Pr Ndèye Fatou NGOM (CTA) :**  
Défis de la prévention et de la prise en charge des IST

Cette session a permis de mettre en lumière les avancées récentes et les perspectives en matière de prévention et de traitement des infections

## La session communautaire

La session organisée par le programme communautaire a porté sur "Vieillir avec le VIH".

## LE PROGRAMME JEUNE

Le programme jeune s'est autour de :

- Session d'ouverture avec l'UNICEF et le SE/CNLS
- Session introductive qui est revenue sur les fondamentaux du VIH
- Panel sur la « SSR chez les jeunes »
- Panel sur l' « Engagement communautaire des jeunes : Apport, Défis et Perspectives »
- Panel sur la « Santé mentale des jeunes - Consommation de drogues »
- Echanges sur le « VIH, vie positive, grandir avec le VIH : Life Skills »
- Masterclass organisé par le RAES
- Session spéciale réunissant les jeunes vivants avec le VIH et les différents partenaires.

## LES CEREMONIES OFFICIELLES

Le 26 Novembre s'est tenue la cérémonie d'ouverture de la 4ème édition des Journées Scientifiques Sida du Sénégal (JSSS4).

Cette cérémonie présidée par le ministre de la santé et de l'action sociale, Dr Ibrahima SY, a été précédée par la visite des stands par ce dernier.

Le 28 Novembre s'est tenue la cérémonie de clôture de la 4ème édition des Journées Scientifiques Sida du Sénégal (JSSS4).

Cette cérémonie a été présidée par le directeur de cabinet du MSAS, Dr Samba Cor SARR.

Lors de cette cérémonie, le rapport général de la conférence a été présenté par le Pr Halimatou DIOP et, le rapport du programme jeune par Mme Alima GOUMBALA.

## LES DISTINCTIONS

### • Distinctions Individuelles

Pr Cheikh Tidiane NDOUR, Parrain  
 M. Daouda DIOUF, Parrain  
 Dr Bernard TAVERNE, ANRS/CRCF  
 Pr Ndèye Fatou NGOM, CTA  
 M. Ibrahima NDIAYE, Ancien point focal VIH Kaolack  
 Mme Bintou NDIAYE, Consultante  
 M. Innocent LAISON, ITPC/WA

### • Distinctions Organisations

USAID  
 PNT  
 RNP+  
 ABOYA

### • Distinctions à titre Posthume

Dr Fatou Nar MBAYE DIOUF  
 Dr Rahmatoulahi NDIAYE

### • Distinctions du comité scientifique

Dr Safiatou THIAM, SE/CNLS

### • Districts Primés

DS Dakar Nord, District Modèle PEC des PVVIH  
 DS Kolda, District Modèle PEC des PVVIH  
 DS Rufisque, District Modèle PTME  
 DS Tambacounda, District Modèle PTME

## PRIX DU JEUNE CHERCHEUR

### Mme MENGUE FALL, LBV

Titre abstract : Evaluation de l'efficacité des schémas à base de DTG après 12 mois et 24 mois de traitement: Résultats préliminaires

### M. Hubert Messan AKOTIA, CRCF

Titre abstract : Dynamique de l'ARN et de l'ADN du virus de l'hépatite B lors du traitement antiviral au Sénégal







# Les Sponsors et Partenaires



# SEMAINE FEMMES SIDA 2024 :

## En perspective la réduction des nouvelles infections chez les adolescents et les filles.

Les acteurs de la riposte contre le VIH ont assisté au lancement de la « Semaine femmes sida 2024 » autour de madame le ministre de la famille et des solidarités. Le thème retenu pour cette présente édition vise la réduction des nouvelles infections chez les adolescents et les filles. Un thème d'autant plus actuel devant un constat : les jeunes filles sont deux fois plus infectées que les garçons dans la catégorie 15-24 ans.

Une situation qui est souvent la conséquence d'une méconnaissance des moyens de prévention contre le VIH ou des lieux de dépistage, entre autres.



La « semaine Femme Sida » est l'occasion de remobiliser les acteurs dans le but de freiner cette tendance. Madame le ministre de la famille a tenu à rappeler l'intérêt de cette célébration : « En plus d'être une occasion d'intensification de la lutte contre la pandémie, la Semaine Nationale Femme Sida est un moment phare pour rendre hommage aux femmes, aux filles, aux enfants, aux adolescents et adolescentes infectés et affectés par le VIH, mais aussi de commémorer ceux des nôtres emportés malheureusement par le VIH.

De son point de vue, il est question d'enseigner aux adolescents et aux filles le VIH et de leur inculquer les connaissances nécessaires en matière de : « négociation, de réflexion critique, de prise de décision et de communication ».



***Par ailleurs comme a tenu à le rappeler la Secrétaire Exécutive du CNLS, le thème retenu cadre avec celui de la journée mondiale sida : « Suivre le chemin des droits pour mettre fin au sida ».***

Selon Dr Safiatou Thiam, La promotion et la protection des droits à la santé réduisent les inégalités qui forment le lit de la vulnérabilité au sida. Réduire la vulnérabilité des jeunes filles et des adolescentes, c'est leur donner l'éducation dont elles ont besoin pour participer activement à la vie de leur pays, c'est leur donner les services nécessaires pour la prévention des IST et des grossesses précoces, c'est leur fournir des services de prise en charge des violences dont elles sont victimes, c'est leur donner les services de santé qui respectent leur dignité, c'est respecter leur droit fondamental, le droit à la santé et à leur plein épanouissement.

Les activités de la semaine femme sida vont tourner autour d'une mobilisation de masse marquée par des séances de dépistage volontaire. Des rencontres avec des communautés sont aussi au programme.

# TRIPLE ÉLIMINATION DU VIH, DE LA SYPHILIS ET DE L'HÉPATITE : LE DÉFI DU CNLS

**Un plan national d'élimination de la transmission mère-enfant du VIH, de la syphilis et de l'hépatite B, est en cours d'élaboration.**



**Mme NDAO Maïmouna DIENG**  
Point focale PTME Kaolack

Cette initiative sous l'égide du CNLS et de ses partenaires, entend optimiser la prise en charge des enfants vivant avec le VIH. IL s'agit de pas franchir un pas décisif dans le but de garantir des soins de prévention et de traitement accessibles et équitables aux femmes enceintes et aux enfants exposés ou vivant avec ces infections.

Des progrès notables depuis plusieurs années ont permis de passer à une augmentation notable du dépistage des femmes enceintes passant de 76% en 2018 à 80,7% en 2023.

Le constat est cependant réel en ce qui concerne le diagnostic précoce et le traitement des enfants exposés. Une fois achevé, ce plan permettra dans sa mise en œuvre de contourner ces obstacles et de renforcer la collaboration entre les services de santé maternelle et infantile, ainsi que par le déploiement de stratégies adaptées à chaque région.

La prévention de la transmission du VIH/Sida de la mère à l'enfant demeure "le plus grand défi" auquel le Conseil national de lutte contre le Sida (CNLS) se trouve confronté, a soutenu, lundi, à Dakar, sa secrétaire exécutive, docteur Safiétou Thiam.

***“Le plus grand défi pour nous, en ce qui concerne l'infection du Vih/Sida, c'est la transmission mère-enfant”, a-t-elle déclaré.***

Safiétou Thiam prenait part à un atelier de partage sur “la problématique du VIH au Sénégal : état des lieux, défis et enjeux de la lutte contre le Sida au Sénégal”. Une rencontre organisée de concert avec l'Association des journalistes en santé, population et développement (AJSPD).

Selon Mme Thiam, des adultes vivant en couple viennent en consultation sans leurs enfants. “Ce qui signifie que leurs enfants ne sont pas suivis dans les structures hospitalières. Il s'agit de gaps à rattraper”, a-t-elle indiqué.

“Le dépistage chez les enfants est de 46% alors que nous sommes à 91% [sur un plan général]. C'est un défi énorme”, une question “très difficile, parce que nous pensons que les enfants vivent dans ces 91% déjà dépistés et sous traitement. Cela veut dire qu'il y a des adultes sous traitement et qui n'ont pas amené leurs enfants”, a expliqué docteur Thiam.

“Nous ne leur faisons pas de reproche, mais nous voulons comprendre”, a indiqué la secrétaire exécutive du Conseil national de lutte contre le Sida, en évoquant le problème de l’auto-stigmatisation qui fait que les parents ont peur d’amener leurs enfants à l’hôpital.

Safiétou Thiam note que cela signifie que “les gens continuent à cacher leur statut sérologique à leurs familles”, soulignant que les efforts de sensibilisation doivent être accentués dans ce sens, de concert avec les Personnes vivant avec le Vih (PVVIH).

## Éliminer la transmission du VIH de la mère à l’enfant : le pari du CNLS

“Nous travaillons avec les services de prise en charge [pour leur demander de dire aux adultes d’avoir l’habitude d’emmener leurs enfants avec eux chaque fois qu’ils viendront en consultation]”, a-t-elle renseigné. De même, le Conseil national de lutte contre le Sida travaille avec les services pédiatriques pour que, chaque fois qu’ils seront amenés à recevoir un enfant malade, il soit “systématiquement” soumis à un test Vih pour lui donner “la chance d’être sous traitement”, a-t-elle indiqué.

“Cette approche demeure capitale”, estime docteur Thiam, en soutenant que “94% des enfants testés sont placés sous traitement. Mais malheureusement, les enfants sont testés avec un peu de retard, ce qui a des conséquences sur leur santé”, relève-t-elle.



## Concertations et harmonisation : les raisons d’un espoir à Kaolack

La région de Kaolack semble dans une dynamique positive en matière de prévention du VIH et du suivi des femmes enceintes séropositives.

Cet espoir est suscité par un ensemble de stratégies et d’initiatives locales. Selon Madame Maimouna Dieng, point focal eTME de la région, cette situation s’explique entre autres par « l’intégration des activités PTME dans les activités de routine (ensemble des prestations effectuées dans une structure de santé)

A cela s’ajoute dira-t-elle le déroulement d’une formation continue du personnel pour pallier la, mobilité des agents. Avec l’appui du CNLS et de la DLSI, des formations interviennent de façon trimestrielle. Elles constituent en outre, une occasion de faire le point au niveau des quatre districts et de l’hôpital (eTME intégré, suivi des médicaments, disponibilité des produits, mise à jour de la maquette « Ndéyé Dikké »

Les technologies modernes de communication sont aussi mises à profit. Un groupe WhatsApp existe et réunit les principaux intervenants

dans la riposte. Les concertations et discussions qui s’y déroulent permettent d’éviter ou prévenir les ruptures de TDR, de charge virale et autres médicaments.

Les sages-femmes jouent par ailleurs un rôle essentiel à travers des stratégies telles ndéye dikké. Elles prennent part à toutes les instances de coordination, discutent des indicateurs et participent à la réflexion destinée à relever les défis.

De leur côté les « mother mentor » sont des femmes vivant avec le Vih et assurent l’accompagnement psycho social de leurs paires en procédant à des visites à domicile pour renforcer l’observance et le respect des rendez-vous.

Madame Dieng est bien fière d’exhiber en outre des chiffres en matière de consultations prénatale. 98% de femmes sont dépistées et prises en charge soit avant la grossesse (50%) ou pendant la grossesse (48%). La mise en œuvre de cette systématisation du dépistage a de fait contribué fortement à amoindrir les risques.

La responsable de l’eTME de Kaolack faisait le point en recevant une équipe de journalistes de l’Association des Journalistes en Santé Population et Développement en caravane dans la région pour passer au crible les bonnes pratiques de cette zone en matière de prise en d’élimination de la transmission mère-enfant du VIH.



## JOURNÉE MONDIALE SIDA 2024 : La riposte à l'épreuve des Droits

Les droits dans leur globalité sont de plus en plus au centre de la lutte contre le VIH. Cependant des insuffisances dans leur réalisation constituent des freins sur le chemin qui mène vers l'éradication du VIH à l'horizon 2030. Les conséquences ne sont pas négligeables et risquent de saper de façon durable les résultats obtenus jusqu'à présent.

La célébration de la dernière journée mondiale sida a été l'occasion d'attirer l'attention du

monde sur cette situation. Au Sénégal, les principaux acteurs de la riposte réunis autour du Conseil National de lutte contre le Sida ont tenu à marquer l'événement sous le thème « Suivre le chemin des droits pour l'élimination du Sida au Sénégal. »

La participation de spécialistes du Droit à une conférence sur le thème de la Journée a permis d'apporter beaucoup d'éclairages sur le VIH et les questions juridiques qui l'entourent.

Le Directeur adjoint des Droits Humains au ministère de la justice, qui animait la conférence a estimé d'emblée que « le droit de la santé n'est pas judiciarisé au Sénégal. la pénalisation, est ainsi un obstacle à la lutte contre le Sida. Elle est injuste lorsqu'elle vise une personne qui ne peut pas dévoiler son statut », a-t-il ajouté.

Le spécialiste note par ailleurs que « Le manque d'information des acteurs judiciaires est un frein à la lutte. Les acteurs n'ont pas d'information sur certaines données sanitaires.

Babacar Diouf invite le Conseil national de lutte contre le Sida à sensibiliser davantage les acteurs judiciaires.

Cette méconnaissance de certains aspects juridiques est aussi valable du côté des personnes vivant avec le VIH : « les personnes vivant avec le VIH ne sont pas toujours au courant de leurs droits ».

A ce propos Dr Safiatou Thiam Secrétaire Exécutive du CNLS souligne la nécessité d'outiller celles-ci de façon à leur permettre de se défendre face à la stigmatisation ou à la discrimination car des voies de recours existent.

Le CNLS du reste, s'est déjà engagé sur la voie de la sensibilisation et de la formation de certains acteurs y compris dans le secteur de la santé.

A propos toujours de ce thème, le Directeur de cabinet représentant le ministre de la Santé a estimé que le thème consacré à la Journée mondiale de lutte contre le Sida pose sur la table la question des droits humains dans la lutte contre le VIH. : Droit à la santé, droit à l'accès aux soins et aux traitements, droit à un environnement favorable, droit à un monde plus juste, plus équitable, le droit à la vie, à une vie positive pour toutes les personnes touchées directement ou indirectement par le VIH ».





## DROITS HUMAINS ET VIH : VAINCRE LA DISCRIMINATION ET LA STIGMATISATION

La question des droits humains revêt une importance capitale dans la riposte contre le VIH. Les autorités publiques ont très tôt affirmé une volonté de garantir une prise en charge adéquate aux ayants-droits.

C'est ainsi que les différents plans stratégiques ont pris en charge cet aspect et ont fait du respect des droits humains un principe incontournable. A ce propos, un plan quinquennal (2021-2025) a été initié et constitue une réponse globale aux obstacles qui ralentissent la riposte contre le VIH.

De plus, le plan stratégique national intégré 2023-2030 montre que pour atteindre l'objectif d'élimination de la transmission du VIH à l'horizon 2030, le respect des droits des personnes affectées par la maladie est essentiel



## STIGMATISATION ET DISCRIMINATION : LE VÉCU TRAUMATISANT LIÉ AU VIH

La stigmatisation inclut les attitudes négatives, les préjugés et les comportements discriminatoires envers les personnes vivant avec le VIH.

Cela peut se manifester par des comportements d'évitement, des rumeurs, de la violence verbale et du rejet social.

La discrimination se réfère aux actions qui résultent de la stigmatisation, telles que le refus de soins de santé, le déni d'emploi ou d'éducation.

Au Sénégal, en dépit des avancées notées en matière

de riposte contre le VIH, ces deux aspects affectent fortement l'accès aux soins et sont pourtant le quotidien de bien de personnes affectées.

Une responsable d'association de femmes vivant avec le VIH affirme ainsi que le phénomène de stigmatisation débute au niveau des foyers.

« Quelqu'un qui connaît votre statut n'a pas pu garder le secret. Il s'en suit de petites attitudes comme d'éviter de boire dans le même verre, de partager les toilettes et même de dormir dans la même chambre. »

A l'en croire, ces attitudes sont aussi notées au sein même des prestataires de soins. Cela va du médecin traitant au service social en passant par les gardiens et les vigiles qui se passent le mot. Notre interlocutrice souligne que même parmi les acteurs de la riposte, et pourtant censés être leur premier soutien, des cas de stigmatisation sont aussi évoqués. Elle regrette les conséquences, désastreuses de son point de vue, qui peuvent résulter de telles attitudes. Le patient manifeste de plus en plus de réticences à suivre son traitement et éviter ainsi les regards obliques et les messes basses quand apparaît la personne vivant avec le VIH.

Dans les maisons, on peut noter ainsi une prise irrégulière des médicaments pour éviter les questionnements de l'entourage. En tout état de cause, cela ne fera que renforcer le mal et exposer davantage le patient.

Notre interlocutrice déplore ainsi les l'arrêt initiatives mises en branle dans le passé et concernant la sensibilisation à travers les thé-débats, les visites à domicile, les plaidoyers auprès des chefs de quartier ou des policiers. Le déficit d'information est souvent une cause de stigmatisation et de discrimination.



## ENTRE MÉFIANCE ET CONFLITS : LES DIFFICILES RELATIONS ENTRE LES FORCES DE SÉCURITÉ ET LES POPULATIONS CLÉS



## Les consommateurs de drogue intraveineuse : Le mal-être permanent

La stigmatisation et la discrimination constituent une sorte de double peine lorsque le patient atteint, en plus de supporter la vie avec le VIH, est aussi usager de drogue intraveineuse. Selon une personne dans cette situation, la stigmatisation est omniprésente aussi bien de la part de la famille, des forces de sécurité que de la société en général.

Ainsi, en plus de vivre un mal-être fait d'anxiété et de déprime, les individus dans cette situation, s'exposent à une aggravation de leur condition sanitaire pour non observation de leur traitement. A cause du regard des autres, leur seule issue reste de s'enfoncer davantage dans la consommation de drogues dans une spirale d'autodestruction. Notre interlocutrice qui est responsable d'une association réunissant des anciens CDI dit noter une fragilité psychologique auprès de ses congénères encore sous l'emprise l'usage de ces substances.

Selon elle, tout doit se jouer dans la sensibilisation et l'information dirigées vers les populations. « Celles-ci, doivent comprendre que vivre avec la drogue est déjà une épreuve et quand s'y ajoute le VIH, l'explosion est inévitable si le patient concerné ne bénéficie pas d'assistance et d'accompagnement. Le CDI est une personne qui souffre », conclue-t-elle.

La lutte contre le Sida inclut des groupes les plus vulnérables et à risque élevé de contracter le virus. Désignées comme « populations-clés », celle-ci sont composées pour l'essentiel d'hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, de consommateurs de drogue intraveineuses ou de travailleuses du sexe.

Cibler ces groupes est incontournable dans la riposte, en particulier pour ce qui concerne la prévention, le traitement et la sensibilisation.

Les relations entre ces populations souvent marginalisées et les forces de sécurité sont cependant loin d'être au beau fixe. Beaucoup considèrent que la police ne respecte pas leurs droits et ne comprend pas leurs besoins. Une situation qui crée un fossé d'incompréhension.

## PROFESSIONNELLES DU SEXE : L'INSUPPORTABLE REGARD

Une autre catégorie de populations clé en proie à une stigmatisation réelle est composée des Professionnelles du sexe. Une responsable d'association qui les réunit nous révèle que la stigmatisation, par-delà la famille et le quartier, est vivace au niveau des professionnels de la santé. Pour illustrer ses propos, elle évoque le cas de visites qui n'en portent que le nom. En effet, assure-t-elle, il arrive qu'on « tamponne votre carnet sans même vous toucher. N'est-ce pas là le comble de la stigmatisation ? » interroge-t-elle.

Une situation qui pousse certaines professionnelles à ne plus respecter leurs rendez-vous avec les conséquences imaginables sur leur propre santé et celle de leurs clients.

A cela il faut ajouter ce qu'elle nomme, « le racket » des forces de sécurité qui d'après notre interlocutrice sont souvent très irrespectueuses et qu'elle accuse de ne pas transmettre la bonne information à leurs supérieurs.

L'autre conséquence est ainsi la prolifération de « professionnelles » clandestines. Dans certains endroits selon elle, il suffit de faire le nécessaire avec ces forces et de se livrer librement à l'exercice de son travail.



## Discrimination et stigmatisation en milieu sanitaire : le paradoxe

Aussi étonnant que cela paraisse, des cas de stigmatisation sont notés en milieu médical. Des attitudes surprenantes quand on sait que « le médecin est celui qui accueille et prend en charge le patient, même si ce dernier ne dispose pas de moyens pour s'acquitter de la consultation » comme l'avance professeur Ndeye Fatou Ngom.

Elle est agrégée de médecine et spécialiste des maladies infectieuses. Elle considère ces attitudes comme une « entorse à l'éthique ». Il s'agit de son point de vue, de comportements qui peuvent produire des conséquences désastreuses comme des ruptures de traitement et le développement de résistances.

Cela est d'autant plus regrettable toujours d'après elle, que les objectifs sont à portée de main.





## Les forces de défense et de sécurité sensibilisées

Les forces de police sont souvent mises à l'index en matière de stigmatisation et discrimination à l'endroit des populations clés.

Les consommateurs de drogue intraveineuse, les travailleuses du sexe, les hommes ayant des relations avec des hommes sont unanimes à les désigner comme leur cauchemar. Et pourtant, bien d'efforts sont déployés depuis quelques années pour adapter les forces de sécurité au contexte de notion des Droits Humains en matière de lutte contre le VIH.

Adjutant Ndeye Daba Faye est le point focal du ministère de l'intérieur. Elle reconnaît que jusqu'à une date récente des lacunes existaient d'où la, mise en place d'un module sur les Droits Humains destiné aux Forces de police Cette initiative presque aboutie devrait outiller davantage les forces de sécurité d'autant qu'elles sont souvent en contact avec cette catégorie de populations. En attendant, les responsables des forces de sécurité et des acteurs de la riposte retiennent de tenir un cours pilote sur ce module. Une façon de lancer officiellement l'enseignement de ce module qui devra concerner tous les profils et grades de la police.

Ces dernières années, Adjudant Faye a souvent initié des séances de sensibilisations au niveau des commissariats et des résultats se font sentir déjà dans l'approche de la police envers ces populations, en particulier celles consommatrices de drogue. Elle raconte le cas de ce consommateur de drogue placé en garde à vue et dont l'agitation correspondait à un état de manque. « Le commissaire, déjà sensibilisé, a tout de suite contacté un spécialiste qui a administré de la méthadone et la personne s'est calmée » « Ce type de comportement devrait être un réflexe » estime-t-elle.

Ce cas de figure a poussé des responsables de la police, réunis récemment en atelier avec le CNLS à solliciter la mise à la disposition de la police, du répertoire des médecins coordonnateurs de la prise en charge des PVVIH de l'ensemble des régions, des médecins des sites de prise en charge des CDI et notamment des référents des organisations communautaires comme l'ANCS, ENDA SANTE, etc.

sur cet aspect toujours, et dans le but d'améliorer la collaboration, ces référents devraient être dotés de badges de façon à les identifier lors d'interventions de la, police.

La collaboration entre la police et le programme de lutte contre le VIH devra revêtir, comme souhaité par les participants à une rencontre, un cachet institutionnel à travers certaines interventions liées à la réduction des risques auprès des populations les plus exposées.

## Suivre le chemin des droits pour l'élimination du Sida au Sénégal

*Les droits dans leur globalité sont de plus en plus au centre de la lutte contre le VIH. Cependant des insuffisances dans leur réalisation constituent des freins sur le chemin qui mène vers l'éradication du VIH à l'horizon 2030. Les conséquences ne sont pas négligeables et risquent de saper de façon durable les résultats obtenus jusqu'à présent.*



La célébration de la dernière journée mondiale sida a été l'occasion d'attirer l'attention du monde sur cette situation. Au Sénégal, les principaux acteurs de la riposte réunis autour du Conseil National de lutte contre le Sida ont tenu à marquer l'événement sous le thème « Suivre le chemin des droits pour l'élimination du Sida au Sénégal. »

La participation de spécialistes du Droit à une conférence sur le thème de la Journée a permis d'apporter beaucoup d'éclairages sur le VIH et les aspects juridiques qui l'entourent.





Le Directeur adjoint des Droits Humains au Ministère de la Justice, qui animait la conférence a estimé d'emblée que « le droit de la santé n'est pas judiciarisé au Sénégal. la pénalisation, est ainsi un obstacle à la lutte contre le Sida. Elle est injuste lorsqu'elle vise une personne qui ne peut pas dévoiler son statut », a-t-il ajouté.

Le spécialiste qui note par ailleurs que « Le manque d'information des acteurs judiciaires est un frein à la lutte. Les acteurs n'ont pas d'information sur certaines données sanitaires.

***Babacar Diouf invite le Conseil national de lutte contre le Sida à sensibiliser davantage les acteurs judiciaires.***

Cette méconnaissance de certains aspects juridiques est aussi valable du côté des personnes vivant avec le VIH : « les personnes vivant avec le VIH ne sont pas toujours au courant de leurs droits ». A ce propos Dr Safiatou Thiam Secrétaire Exécutive du CNLS souligne la nécessité d'outiller celles-ci de façon à leur permettre de se défendre face à la stigmatisation ou à la discrimination car des voies de recours existent.

Le CNLS qui du reste, s'est déjà engagé sur la voie de la sensibilisation et de la formation de certains acteurs y compris dans le secteur de la santé.

A propos toujours de ce thème, le Directeur de cabinet représentant le ministre de la Santé a estimé que le thème consacré à la Journée mondiale de lutte contre le Sida pose sur la table la question des droits humains dans la lutte contre le VIH. :

Droit à la santé, droit à l'accès aux soins et aux traitements, droit à un environnement favorable, droit à un monde plus juste, plus équitable, le droit à la vie, à une vie positive pour toutes les personnes touchées directement ou indirectement par le VIH ».

*Les différents acteurs de la riposte et leurs invités célébrant la Journée mondiale de lutte contre le Sida*





# Trois questions à :

**Professeur Halimatou Diop Ndiaye.**

**Responsable du laboratoire national de référence à Hôpital Abass Ndao.**

*Elle est enseignante et chercheur à l'université Cheikh Anta Diop où elle s'occupe de tout ce qui est enseignement de la bactériologie et de la virologie pour les étudiants en pharmacie, en 3ème année, à côté de ses autres collègues. Ses activités, toujours dans le cadre de l'enseignement, tournent aussi autour de l'accompagnement des autres laboratoires du pays, dans le cadre de la formation, sur la « meilleure façon de faire le diagnostic de l'infection à VIH ».*

QUESTION

1

***De façon concrète, comment se traduit l'accompagnement de la lutte contre le VIH ?***

***Alors le laboratoire de référence joue en rôle fondamental. Déjà, il participe aux activités basiques de diagnostic, c'est-à-dire que nous recevons des échantillons des patients, de la région de Dakar.***

On va dire que les prélèvements d'à peu près 70% des patients qui sont suivis au niveau de la région de Dakar, arrivent ici pour qu'on puisse faire les tests.

Mais nous recevons aussi ici au niveau du laboratoire, des échantillons qui viennent des régions, quand il y a des problèmes de rupture de réactifs ou quand il y a des pannes d'équipements.

Mais également lorsqu'il y a des campagnes de charge virale avec une collecte massive d'échantillons, nous les recevons également. Donc nos activités, en tant que laboratoire diagnostic, ne se limite pas seulement à la région de Dakar, même si nous couvrons à peu près entre 19 et 27 sites de prise en charge.



Dans le cas du diagnostic des enfants, c'est le LBV également qui est le laboratoire de référence, et il faut dire qu'au Sénégal, nous n'avons que deux grands labos qui font le diagnostic. C'est le nôtre et celui de Thiès, qui font le diagnostic avec les grosses machines.

Mais aujourd'hui, dans le cadre de la mutualisation avec le programme TB (Tuberculose), les machines GENEXPERT permettent aussi de faire directement le diagnostic. Donc nos activités par rapport au diagnostic chez les nouveaux nés, les enfants qui naissent de mère séropositive, c'est de le faire par le PCR.

Et là, nous recevons vraiment des échantillons de tout le pays à côté de l'hôpital régional de Thiès, qui centralise quelques échantillons de la région.

Donc, voilà globalement nos activités pour le diagnostic et la charge virale, mais comme nous sommes également la base de référence, quand un site laboratoire a un souci de diagnostic pour un patient, ils nous envoient l'échantillon ici, on le teste à nouveau, on leur dit si c'est HIV1 ou HIV2. Et pour finir, toujours dans les activités de diagnostic il y a les tests de résistance. Quand le patient est mis sous traitement, c'est le laboratoire qui fait les tests de résistance aux ARV pour voir si cela fonctionne ou pas

En dehors du cadre des patients qui sont en échec, nous nous occupons aussi de la surveillance, c'est-à-dire que de temps en temps, on va prendre des échantillons de toutes les régions ou d'un certain nombre de régions pour les tester et voir si les souches de VIH qui circulent sont sensibles au traitement ou est-ce qu'il y a de la résistance qui commencent à apparaître.

QUESTION

2

***Le LBV a une longue histoire avec le VIH et a toujours été partie intégrante de la riposte. Avez-vous de grands chantiers en cours ou envisagés ?***

Ah c'est sûr. Vous savez, tous les quatre ou cinq ans, le Sénégal organise ce qu'on appelle l'Enquête Démographique et de Santé, qui est une enquête organisée par l'ANSD, (l'agence nationale de statistiques et de la démographie) avec une composante VIH pour savoir quelle est la prévalence nationale. Donc ça, c'est une activité qui nous attend, on pense que d'ici 2025, en tout cas au courant de l'année 2025, nous allons travailler à cette activité pour disposer d'échantillonnages sur l'ensemble du pays et avoir une idée précise de la prévalence sur la tranche d'âge 15-40 ans.

Le deuxième chantier est en rapport avec la surveillance de la résistance dont je parlais. Vous savez que maintenant on utilise du DOLUTEGRAVIR partout chez tous les patients et l'OMS recommande la mise en place de sentinelles pour surveiller et voir si cette molécule marche bien ou s'il présente des cas de résistance. Donc ça, aussi, fait partie de nos grandes activités, que nous prévoyons de déployer d'ici la fin de l'année, en tout cas au 4ème trimestre.

Nous effectuons aussi des missions de supervision également avec des équipes qui sont souvent en visite dans les régions. Chaque année nous en choisissons six. Il s'agit de se rendre dans des structures sanitaires pour voir au niveau des laboratoires comment se fait le travail qu'il s'agisse du diagnostic du contrôle de qualité qui fait partie maintenant de nos indicateurs. Cela permet de corriger des manquements s'il y a lieu.



QUESTION  
3

***On voit que vous avez les grandes ambitions. Du coup la question qui se pose est que dans un pays comme le nôtre avec des moyens limités, comment résoudre la question des ressources aussi bien humaines que financières ?***

Alors, la question des ressources financières, on la confie au CNLS (rires), C'est vraiment l'organe qui nous accompagne dans la mobilisation des ressources et on doit saluer les efforts déployés aussi bien en termes d'équipement que de prise en charge de ressources humaines.

Le ministère de la santé aussi nous appuie, comme dans le cadre des financements C19 RM avec la mise à disposition de nouveaux équipements.

Mais un challenge qui nous tient à cœur est en rapport avec le personnel. Vous savez pour dérouler les activités que j'ai citées comme tests, diagnostics, rendus de résultats en moins de 08 jours, préparation de panels, contrôle de qualité, il faut du personnel.

Et c'est là vraiment qu'on a du souci. Je le disais, le CNLS nous appuie, mais nous comptons aussi vraiment sur l'Etat du Sénégal, sur le ministère de la Santé, pour qu'on puisse bénéficier des recrutements qui vont arriver. Nous avons énormément de jeunes, de niveau Master ou même de niveau Doctorat, qui ne sont pas de contrats, qui n'ont pas des fonctionnaires.

Ils sont là, parce que nous faisons aussi des activités de recherche, ça les maintient un peu, mais voilà, le gros plaidoyer, c'est pouvoir avoir un recrutement de ces jeunes, qui ont tous, moins de trois ans d'expérience. Ils ont vraiment donc de solides compétences aujourd'hui, avérées en matière de biologie du VIH. Comment arriver à fidéliser et recruter ces personnels, c'est notre gros souci.



## « Viheillir avec le VIH » : de la clinique à la communauté



Le projet « Viheillir avec le VIH » a tiré le bilan de ses activités depuis son lancement en 2021. Cette initiative visait à intégrer la prise en charge des comorbidités et du vieillissement entre la clinique et la communauté.

Une rencontre a permis à divers acteurs de la riposte contre le VIH d'analyser et de discuter des actions entreprises.

Le vieillissement est en effet une étape de la vie qui concerne de plus en plus les personnes vivant avec le VIH du fait entre autres de l'efficacité des traitements contre le virus. Cette période s'accompagne d'apparitions de maladies chroniques comme l'hypertension ou le diabète ainsi que d'autres complications de nature à fragiliser la vie des concernés.

Il s'est agi tout d'abord de mettre en place des stratégies comme l'élaboration de protocoles simplifiés pour dépister et prendre en charge les affections ciblées : hypertension artérielle, diabète, hépatites, ou les lésions précancéreuses du col de l'utérus. Ensuite, il a fallu renforcer les capacités de professionnels de santé et d'acteurs communautaires, sans compter la mise en œuvre d'activités communautaires de prévention, de dépistage ou de promotion de la santé.

L'apport des communautaires à ce projet a permis de dérouler des activités tournant autour du monitoring

des paramètres, de groupes de parole sur la nutrition, de la santé sexuelle des personnes âgées, d'activités sportives ou de thérapies rythmiques.

On retiendra entre autres que ce projet a permis quelques avancées : Au niveau des politiques nationales d'intégrer des besoins spécifiques des personnes âgées dans le plan stratégique national pour une riposte multisectorielle intégrée contre le VIH, la tuberculose et l'hépatite virale au Sénégal 2023-2030.

Le projet « Viheillir avec le VIH » a aussi été une occasion de noter la forte capacité de mobilisation des associations pour contribuer à la prévention et au dépistage des maladies chroniques. Au niveau clinique on a pu remarquer une intégration systématique du dépistage et de la prise en charge des comorbidités dans les services cliniques non spécialisés.

Pendant trois ans le projet s'est déroulé sur trois sites d'intervention : le Centre de traitement ambulatoire (CTA) du CHNU de Fann, le Centre de recherches et de formation à la prise en charge de Fann (Crcf) et l'Hôpital Militaire de Ouakam (HMO).

Une prochaine étape consiste à mettre en œuvre le projet dans des centres de santé à un niveau décentralisé notamment dans la région de Kaolack.

## L'association « For Hope » offre un centre psycho-social aux enfants vivant avec le VIH

Le ministre de la santé et de l'Action Sociale a procédé à l'inauguration d'un espace psycho-social destiné aux enfants vivant avec le VIH. La cérémonie s'est déroulée en présence du footballeur Idrissa Gana Géye co-fondateur de l'association.

Cet espace est le fruit de la coopération entre « For Hope » et le Centre de recherche et de formation à la prise en charge clinique de Fann(CRCF).



« Les jeunes qui vivent avec le fardeau de la maladie souffrent dans leur chair » selon l'international footballeur Gana Géye. A l'entendre, ce centre va permettre de renforcer les capacités de tous ces jeunes qui se sentent souvent « mis à l'écart dans les maisons ou les écoles ou par leurs

camarades de jeu. »

De son côté, le Ministre de la santé et de l'action sociale estime que ce centre est un « facteur facilitant pour le diagnostic, la mise sous traitement et la rétention dans les soins pour cette cible particulière des adolescents ».

ESPACE DES JEUNES



## CCM/SENEGAL : Le CNLS accueille la nouvelle équipe.

Le CNLS a reçu une délégation du CCM Sénégal dirigée par Mme Aissatou Mbaye Ndiaye.

Une occasion pour l'instance de coordination du Fonds Mondial de rappeler son objectif de renforcer la coordination entre différents acteurs et la transparence dans la gestion des fonds alloués. Pour ce faire, il est important de travailler à la mise en place d'outils de suivi stratégiques pour les différents programmes

Le Country Coordinating Mechanism (CCM) Sénégal ou Instance de Coordination Nationale (ICN) est le cadre national de concertation, de

dialogue, d'arbitrage entre tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des interventions financées par le Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme.

Sa mission est de coordonner et superviser l'élaboration des propositions à soumettre au Fonds mondial, négocier avec le Fonds mondial les accords de subventions, désigner les bénéficiaires principaux des subventions, suivre la mise en œuvre et la clôture des subventions. Les décisions du CCM sont fondées sur les politiques, procédures et standards du fonds mondial en conformité avec les politiques, lois et règles administratives du pays.





CNLS Chu Fann  
Tél : +221 33 869 09 09  
E-mail : [cnlsorg@gmail.com](mailto:cnlsorg@gmail.com)

[www.cnls-senegal.org](http://www.cnls-senegal.org)

